

Publications périodiques

Comptes annuels

JPMORGAN CHASE BANK, NATIONAL ASSOCIATION

Siège social : 1111 Polaris Parkway, Columbus, Ohio 43240, USA

Succursale en France : **JPMCB Paris.**

Adresse de la succursale : 14, place Vendôme, 75001 Paris.

Dotation de l'agence française : 175 152 685 euros.

712 041 334 R.C.S. Paris.

Extrait du rapport annuel de JPMORGAN CHASE & CO NY 2019

I. — Bilans consolidés

Au 31 décembre (en millions, sauf pour les montants par action)	2019	2018
Actifs		
Liquidités et créances sur les banques	\$ 21 704	\$ 22 324
Dépôts bancaires	241 927	256 469
Fonds fédéraux cédés et titres acquis dans le cadre de contrats de revente (dont 14 651 \$ et 13 235 \$ à leur juste valeur)	249 157	321 588
Titres empruntés (dont 6 237 \$ et 5 105 \$ à leur juste valeur)	139 758	111 995
Actifs de transaction (dont actifs donnés en garantie pour 111 522 \$ et 89 073 \$)	411 103	413 714
Titres (dont 350 699 \$ et 230 394 \$ à leur juste valeur et 10 325 \$ et 11 432 \$ d'actifs nantis)	398 239	261 828
Prêts (dont 7 104 \$ et 3 151 \$ à leur juste valeur)	959 769	984 554
Provision pour pertes sur prêts	(13 123)	(13 445)
Prêts, nets de provision pour pertes sur prêts	946 646	971 109
Intérêts courus et créances à percevoir	72 861	73 200
Locaux et équipements	25 813	14 934
Valeur économique des éléments incorporels (<i>Goodwill</i>) et autres immobilisations incorporelles	53 341	54 349
Autres actifs (dont 9 111 \$ et 9 630 \$ à leur juste valeur et actifs nantis pour 3 349 \$ et 3 457 \$)	126 830	121 022
Total de l'actif^(a)	\$ 2 687 379	\$ 2 622 532
Passif		
Dépôts (dont 28 589 \$ et 23 217 \$ à leur juste valeur)	\$ 1 562 431	\$ 1 470 666
Fonds fédéraux acquis et titres prêtés ou cédés dans le cadre de contrats de rachat (dont 549 \$ et 935 \$ à leur juste valeur)	183 675	182 320
Emprunt à court terme (dont 5 920 \$ et 7 130 \$ à leur juste valeur)	40 920	69 276
Passifs de transaction	119 277	144 773
Comptes débiteurs et passifs divers (dont 3 728 \$ et 3 269 \$ à leur juste valeur)	210 407	196 710
Intérêts bénéficiaires émis par des entités à intérêts variables consolidées (VIE) (dont 36 \$ et 28 \$ à leur juste valeur)	17 841	20 241
Dette à long terme (dont 75 745 \$ et 54 886 \$ à leur juste valeur)	291 498	282 031
Total du passif^(a)	2 426 049	2 366 017
Engagements et passifs éventuels (voir Notes 28, 29 et 30)		
Capitaux propres		
Actions privilégiées (valeur de 1 \$, 200 000 000 d'actions autorisées, 2 699 250 et 2 606 750 actions émises)	26 993	26 068
Actions ordinaires (valeur de 1 \$, 9 000 000 000 d'actions autorisées, 4 104 933 895 actions émises)	4 105	4 105
Excédent de capital	88 522	89 162
Bénéfices non distribués	223 211	199 202
Autre résultat global cumulé	1 569	(1 507)
Actions détenues dans le Trust RSU, à leur coût d'achat (472 953 actions)	(21)	(21)
Actions propres, au coût d'achat (1 020 912 567 et 829 167 674 actions)	(83 049)	(60 494)
Total des capitaux propres	261 330	256 515
Total du passif et des capitaux propres	\$ 2 687 379	\$ 2 622 532

(a) Le tableau suivant présente les informations sur les actifs et les passifs se rapportant à(aux) VIE(s) qui sont consolidées par la Société aux dates du 31 décembre 2019 et 2018. Les actifs des VIE(s) consolidés sont utilisés pour régler les passifs de ces entités. Les détenteurs de ces participations n'ont pas recours au crédit général de JPMorgan Chase. Les actifs et les passifs du tableau ci-dessous comprennent les actifs et passifs de tiers des VIE(s) consolidés et excluent les soldes inter-sociétés qui sont éliminés de la consolidation. Pour de plus amples informations, se reporter à la note 14.

31 décembre, (en millions)	2019	2018
Actifs		
Actifs de transaction	\$ 2 633	\$ 1 966
Prêts	42 931	59 456
Tous les autres actifs	881	1 013
Total des actifs	\$ 46 445	\$ 62 435
Passifs		
Participations bénéficiaires émises par les entités à participation variable (VIE) consolidées	\$ 17 841	\$ 20 241
Tous les autres passifs	447	312
Total des passifs	\$ 18 288	\$ 20 553

Les notes en annexe aux états financiers consolidés en font partie intégrante

II. – Compte de résultat consolidé

Exercice clos le 31 décembre (en millions, sauf pour les montants par action)	2019	2018	2017
Produits			
Commissions sur activités de banque d'investissement	\$ 7 501	\$ 7 550	\$ 7 412
Transactions principales	14 018	12 059	11 347
Commissions sur prêts et dépôts	6 369	6 052	5 933
Gestion d'actifs, administration et commissions	17 165	17 118	16 287
Gains/(pertes) sur titres	258	(395)	(66)
Commissions sur prêts hypothécaires et produits associés	2 036	1 254	1 616
Revenus de l'activité cartes bancaires	5 304	4 989	4 433
Autres produits	5 731	5 343	3 646
Produits hors intérêts	58 382	53 970	50 608
Produits d'intérêts ^(a)	84 040	76 100	63 971
Charges d'intérêts ^(a)	26 795	21 041	13 874
Produits d'intérêts nets	57 245	55 059	50 097
Total produits nets	115 627	109 029	100 705
Provisions pour pertes sur crédit	5 585	4 871	5 290
Charges hors intérêts			
Charges de personnel	34 155	33 117	31 208
Charges locatives	4 322	3 952	3 723
Charges de technologie, de communication et d'équipement	9 821	8 802	7 715
Services professionnels et externes	8 533	8 502	7 890
Marketing	3 579	3 290	2 900
Autres charges	5 087	5 731	6 079
Total des charges hors intérêts	65 497	63 394	59 515
Résultat avant impôt	44 545	40 764	35 900
Impôt	8 114	8 290	11 459
Résultat net	\$ 36 431	\$ 32 474	\$ 24 441
Résultat net attribuable aux actions ordinaires	34 642	30 709	22 567
Résultat net par action ordinaire			
Bénéfices par action avant dilution	\$ 10,75	\$ 9,04	\$ 6,35
Bénéfices par action après dilution	10,72	9,00	6,31
Nombre moyen d'actions avant dilution	3 221,5	3 396,4	3 551,6
Nombre moyen d'actions après dilution	3 230,4	3 414,0	3 576,8

(a) A compter du deuxième trimestre 2019, la Société a mis en œuvre certains changements de présentation qui ont eu un impact sur les produits et les charges d'intérêts, mais n'ont eu aucun effet sur les produits d'intérêts nets. Ces changements ont été appliqués rétrospectivement et, en conséquence, les montants de la période précédente ont été révisés pour se conformer à la présentation actuelle. Pour de plus amples informations, se reporter à la note 7.

Les notes en annexe aux états financiers consolidés en font partie intégrante

III. – Compte de résultat global consolidé

Exercice clos le 31 décembre (en millions)	2019	2018	2017
Résultat net	\$ 36 431	\$ 32 474	\$ 24 441
Autre résultat/(perte) global(e), après impôt			
Bénéfices/(pertes) non réalisé(e)s sur les titres de placement	2 855	(1 858)	640
Ajustements de conversion, nets de couvertures	20	20	(306)
Couvertures de juste valeur	30	(107)	NA
Couvertures des flux de trésorerie	172	(201)	176
Régime de prestation définie et plans OPEB	964	(373)	738
Ajustement valeur de la dette pour les dettes à la juste valeur	(965)	1 043	(192)
Total des autres résultats/(pertes) globaux, après impôt	3 076	(1 476)	1 056
Résultat global	\$ 39 507	\$ 30 998	\$ 25 497

Les notes en annexe aux états financiers consolidés en font partie intégrante

IV. – Etats des variations des capitaux propres consolidés

Exercice clos au 31 décembre (en millions, sauf pour les montants par action)	2019	2018	2017
Actions privilégiées			
Solde au 1 ^{er} janvier	\$ 26 068	\$ 26 068	\$ 26 068
Emission	5 000	1 696	1 258
Remboursement	(4 075)	(1 696)	(1 258)
Solde au 31 décembre	26 993	26 068	26 068
Actions ordinaires			
Solde au 1 ^{er} janvier et au 31 décembre	4 105	4 105	4 105
Excédent de capital			
Solde au 1 ^{er} janvier	89 162	90 579	91 627
Actions émises et engagements à émettre des actions ordinaires au titre de la rémunération en actions du personnel	(591)	(738)	(734)
Divers	(49)	(679)	(314)
Solde au 31 décembre	88 522	89 162	90 579
Bénéfices non distribués			
Solde au 1 ^{er} janvier	199 202	177 676	162 440
Effet cumulé de la modification du principe comptable	62	(183)	-
Résultat net	36 431	32 474	24 441
Dividendes déclarés :			
Actions privilégiées	(1 587)	(1 551)	(1 663)
Actions ordinaires (respectivement 3,40 \$, 2,72 \$ et 2,12 \$ par action pour les exercices 2019, 2018 et 2017)	(10 897)	(9 214)	(7 542)
Solde au 31 décembre	223 211	199 202	177 676
Autres éléments du résultat global cumulé			
Solde au 1 ^{er} janvier	(1 507)	(119)	(1 175)
Effet cumulé du changement de principe comptable	-	88	-
Autre résultat global/(déficit), après impôt	3 076	(1 476)	1 056
Solde au 31 décembre	1 569	(1 507)	(119)

Actions détenues dans le Trust RSU, au prix d'achat			
Solde au 1 ^{er} janvier et au 31 décembre	(21)	(21)	(21)
Actions propres, au coût d'achat			
Solde au 1 ^{er} janvier	(60 494)	(42 595)	(28 854)
Rachat	(24 121)	(19 983)	(15 410)
Réémission	1 566	2 084	1 669
Solde au 31 décembre	(83 049)	(60 494)	(42 595)
Total des capitaux propres	\$ 261 330	\$ 256 515	\$ 255 693

Les notes en annexe aux états financiers consolidés en font partie intégrante

V. – Etat consolidé des flux de trésorerie

Exercice clos au 31 décembre (en millions)	2019	2018	2017
Activités d'exploitation			
Résultat net	\$ 36 431	\$ 32 474	\$ 24 441
Ajustements visant à rapprocher le résultat net de la trésorerie nette provenant de (affectée à) l'exploitation			
Provision pour pertes sur crédit	5 585	4 871	5 290
Dépréciation et amortissement	8 368	7 791	6 179
Charge d'impôts différés	949	1 721	2 312
Autre	1 996	2 717	2 136
Constitution et achats de prêts détenus pour la vente	(70 980)	(102 141)	(94 628)
Produits des ventes, titrisations et remboursements des prêts détenus pour la vente	79 182	93 453	93 270
Evolution nette dans :			
Actifs de transaction	(652)	(38 371)	5 673
Titres empruntés	(27 631)	(6 861)	8 653
Intérêts courus et comptes créditeurs	(78)	(5 849)	(15 868)
Autres actifs	(17 949)	(8 833)	3 982
Passif de transaction	(14 516)	18 290	(26 256)
Comptes débiteurs et autres dettes	(352)	14 630	(16 508)
Autres ajustements d'exploitation	5 693	295	7 803
Trésorerie nette provenant (affectée aux) des activités d'exploitation	6 046	14 187	(10 827)
Activités d'investissement			
Evolution nette dans :			
Fonds fédéraux vendus et titres acquis dans le cadre de contrats de revente	(72 396)	(123 201)	31 448
Titres détenus jusqu'à échéance :			
Produits des remboursements et des titres arrivés à échéance	3 423	2 945	4 563
Achats	(13 427)	(9 368)	(2 349)
Titres disponibles à la vente :			
Produits des remboursements et des titres arrivés à échéance	52 200	37 401	56 117
Produits des ventes	70 181	46 067	90 201
Achats	(242 149)	(95 091)	(105 309)
Produits des ventes et titrisations des prêts détenus à des fins d'investissement	62 095	29 826	15 791
Autre évolution nette des prêts	(53 697)	(81 586)	(61 650)
Toutes les autres activités d'investissement, nettes	(5 035)	(4 986)	(563)
Trésorerie nette provenant des (affectée aux) activités d'investissement	(54 013)	(197 993)	28 249

Activités de financement			
Evolution nette dans :			
Dépôts	101 002	26 728	57 022
Fonds fédéraux acquis et titres prêtés ou vendus dans le cadre de contrats de rachat	1 347	23 415	(6 739)
Emprunts à court terme	(28 561)	18 476	16 540
Intérêts bénéficiaires émis par des VIE consolidées	4 289	1 712	(1 377)
Produits d'emprunts à long terme	61 085	71 662	56 271
Palements d'emprunts à long terme	(69 610)	(76 313)	(83 079)
Produits de l'émission d'actions privilégiées	5 000	1 696	1 258
Remboursement d'actions privilégiées	(4 075)	(1 696)	(1 258)
Actions propres et bons de souscription rachetés	(24 001)	(19 983)	(15 410)
Dividendes versés	(12 343)	(10 109)	(8 993)
Toutes les autres activités de financement, nettes	(1 146)	(1 430)	407
Trésorerie nette provenant des (affectée aux) activités de financement)	32 987	34 158	14 642
Effet de la fluctuation des taux de change sur les liquidités et créances sur les banques	(182)	(2 863)	8 086
Augmentation (diminution) nette des liquidités et créances sur les banques	(15 162)	(152 511)	40 150
Liquidités et créances sur les banques au début de l'exercice	278 793	431 304	391 154
Liquidités et créances sur les banques à la fin de l'exercice	\$ 263 631	\$ 278 793	\$ 431 304
Intérêts en espèces payés	29 918	\$ 21 152	\$ 14 153
Impôts en espèces payés, nets	5 624	3 542	4 325

Les notes en annexe font partie intégrante des présents états financiers consolidés

VI. – Annexes (Extrait)

Note 6 – Produits et charges hors intérêts

La Société comptabilise les produits autres que d'intérêts provenant de certains contrats avec des clients, dans les frais bancaires d'investissement, les frais liés aux dépôts, la gestion des actifs, l'administration et les commissions, et la composante du revenu des cartes bancaires. Les contrats associés sont souvent résiliables à la demande et la Société n'a plus d'obligation de fournir des services futurs. Dans le cas d'ententes à durée déterminée, la Société peut s'engager à fournir des services à l'avenir. Les produits liés à ces obligations de performance restantes dépendent généralement de la survenance d'événements futurs ou de la valeur des actifs sous-jacents, et ne sont pas constatés avant que le résultat de ces événements ou valeurs soit connu.

Commissions sur activités de banque d'investissement

Cette catégorie de produits comprend les frais de placement en actions et en obligations ainsi que les frais de conseil. En tant que souscripteur, la Société aide les clients à mobiliser des capitaux par voie d'offre publique et de placement privé de divers types de titres de créance et de titres de participation. Les frais de placement sont principalement fondés sur le prix d'émission et la quantité des instruments sous-jacents, et sont généralement comptabilisés comme produits lors de l'exécution ou de la transaction avec les clients. La Société gère et organise également des accords de prêt. Les accords de crédit et les frais de syndication, inclus dans les commissions de souscription de titres de créance, sont comptabilisés comme produits, après avoir satisfait à certains critères de rétention, de synchronisation et de rendement.

La Société fournit également des services de conseil, en assistant ses clients dans le cadre de fusions et acquisitions, de cessions, de restructurations et d'autres transactions complexes. Les frais de conseil sont généralement comptabilisés comme produits lors de l'exécution de la transaction du client.

Le tableau suivant présente les composantes des commissions sur activités de banque d'investissement.

Exercice clos au 31 décembre (en millions)			
	2019	2018	2017
Placement :			
Actions	\$ 1 648	\$ 1 684	\$ 1 466
Obligations	3 513	3 347	3 802
Total des placements	5 161	5 031	5 268
Conseil	2 340	2 519	2 144
Total commissions banque d'investissement	\$ 7 501	\$ 7 550	\$ 7 412

Les commissions sur activités de banque d'investissement sont principalement perçues par CIB. Se reporter à la Note 32 pour les résultats sectoriels.

Principales transactions

Les produits des principales transactions sont déterminés par de nombreux facteurs, notamment :

- l'écart entre l'offre et la demande, qui est la différence entre le prix auquel un acteur du marché est disposé et en mesure de proposer un instrument à la Société et le prix auquel un autre acteur du marché est disposé et en mesure de l'acheter à la Société, et vice versa ; et
- les gains et les pertes réalisés et non réalisés sur les instruments financiers et les transactions sur matières premières, y compris ceux comptabilisés selon l'option de la juste valeur, principalement utilisés dans le cadre des activités de tenue de marché orientées clients, et des investissements dans des capitaux privés ;
- les gains et les pertes réalisés résultent de la conclusion ou de l'achèvement de transactions ou de versements en espèces provisoires ;
- les gains et pertes non réalisés résultent de l'évolution des estimations.

Dans le cadre des activités de tenue de marché orientées clients, la Société négocie des actions et obligations, des produits dérivés et des matières premières y compris des stocks physiques de matières premières et des instruments financiers dérivés de matières premières.

Les produits des transactions principales comprennent également les gains et les pertes réalisés et non réalisés liés à :

- les dérivés désignés dans des relations dans les relations ouvrant droit à couverture, principalement les couvertures de la juste valeur des matières premières et du risque de change ;
- les dérivés utilisés à des fins de gestion de risques spécifiques, principalement pour limiter le risque de crédit et le risque de change ;

Pour obtenir de plus amples informations sur la classification des gains et des pertes sur les produits dérivés, se reporter à la Note 5.

Sur le marché financier des matières premières, la Société effectue des transactions portant sur des produits dérivés négociés de gré à gré (par exemple les swaps, les opérations à terme, les options) et les produits dérivés négociés sur une place boursière, qui référencent un vaste éventail de matières premières sous-jacentes. Sur le marché physique des matières premières, la Société achète et vend principalement des métaux précieux et de base, et peut détenir des stocks d'autres matières premières dans le cadre d'accords financiers et autres avec des clients.

Le tableau suivant présente tous les gains et les pertes réalisés et non réalisés enregistrés dans les produits des transactions principales. Ce tableau ne comprend pas les produits d'intérêts et charges d'intérêts sur les actifs et passifs de transactions, qui font partie intégrante de la performance générale des activités de tenue de marché orientées clients de la Société dans CIB et des activités de déploiement de trésorerie dans Treasury et COI. Se reporter à la Note 7 pour de plus amples informations sur les produits d'intérêts et les charges d'intérêts.

Les produits des transactions sont principalement présentés par type d'instrument. Les activités de tenue de marché orientées clients de la Société utilisent divers types d'instruments selon leurs activités de tenue de marché et de gestion des risques associées ; en conséquence, les produits des transactions présentés dans le tableau ci-dessous ne sont pas représentatifs des produits totaux de chaque secteur d'activité.

Exercice clos au 31 décembre (en millions)	2019	2018	2017
Produits des transactions par type d'instrument			
Taux d'intérêt	\$ 2 552	1 961	2 479
Crédit	1 611	1 395	1 329
Change des devises	3 171	3 222	2 746
Actions	5 812	4 924	3 873
Matières premières	1 122	906	661
Total des produits des transactions	14 268	12 408	11 088
Gains/(pertes) sur investissements privés	(250)	(349)	259
Principales transactions	\$ 14 018	12 059	11 347

Les produits des transactions principales sont principalement perçus par CIB. Se reporter à la Note 32 pour les résultats sectoriels.

Commissions sur prêts et dépôts

Les commissions sur prêts incluent les commissions acquises sur les engagements de prêts, les lettres de crédit de soutien, les garanties financières et les autres activités de gestion des crédits. Les commissions sur dépôts incluent les commissions sur prêt acquises au lieu des soldes compensateurs et les commissions tirées de l'exécution d'activités de gestion de trésorerie et d'autres services de comptes de dépôt. Les commissions sur prêts et dépôts dans cette catégorie de produits sont enregistrées durant la période au cours de laquelle le service correspondant est fourni.

Le tableau suivant présente les composantes des commissions sur prêts et dépôts.

Exercice clos au 31 décembre (en millions de \$)	2019	2018	2017
Commissions sur prêts	\$ 1 184	1 117	1 110
Commissions sur dépôts	5 185	4 935	4 823
Total des commissions sur prêts et dépôts	\$ 6 369	6 052	5 933

Les commissions sur prêts et dépôts sont perçues par CCB, CIB, CB et AWM. Se reporter à la Note 32 pour les résultats sectoriels.

Gestion d'actifs, administration et commissions

Cette catégorie de produits englobe les commissions sur la gestion d'investissements et les services annexes, les services de garde et de courtage ainsi que les autres produits. La Société gère des actifs pour le compte de ses clients, y compris les investisseurs dans des fonds parrainés par la Société et les propriétaires de comptes d'investissement gérés séparément. Les commissions de gestion sont habituellement fondées sur la valeur des actifs sous gestion et sont perçues et comptabilisées à la fin de chaque période au cours de laquelle les services de gestion sont fournis et à la valeur à laquelle les actifs sous gestion sont connus. La Société reçoit également des commissions de gestion fondée sur le rendement, qui sont perçues en fonction d'un dépassement de certains points de référence ou d'autres objectifs de rendement et qui sont comptabilisés et constatés lorsque la probabilité de renversement est faible, typiquement à la fin de la période de facturation associée. La Société a conclu des ententes contractuelles avec des tiers pour fournir des services de distribution et d'autres services dans le cadre de ses activités de gestion d'actifs. Les montants versés à des tiers fournisseurs de services sont comptabilisés dans les charges liées aux services professionnels et aux services externes.

Le tableau suivant présente les composantes de la gestion d'actifs, administration et commissions de la totalité de la Société.

Exercice clos au 31 décembre (en millions)	2019	2018	2017
Commission sur gestion d'actifs			
Commissions sur gestion d'investissements ^(a)	\$ 10 865	10 768	10 434
Toutes les autres commissions sur gestion d'actifs ^(b)	315	270	296
Total des commissions sur gestion d'actifs	11 180	11 038	10 730
Total des commissions sur administration ^(c)	2 197	2 179	2 029

Autres commissions			
Commissions de courtage ^(d)	2 439	2 505	2 239
Toutes les autres commissions	1 349	1 396	1 289
Total des commissions	3 788	3 901	3 528
Total gestion d'actifs, administration et commissions	\$ 17 165	17 118	16 287

(a) Représente les commissions sur gestion des actifs pour le compte des clients de la Société, y compris les investisseurs dans les fonds parrainés par la Société et les propriétaires de comptes de placement gérés séparément.

(b) Représente d'autres commissions de gestion d'actifs pour des services accessoires aux services de gestion de placement, y compris les commissions acquises sur les ventes ou la distribution de fonds communs de placement aux clients. Ces frais sont comptabilisés à titre de produit au moment où le service est rendu ou, dans le cas de certains frais de distribution en fonction de la valeur de l'actif du fonds sous-jacent et/ou du remboursement à l'investisseur, au fil du temps, à mesure que l'investisseur demeure dans le fonds ou au moment du remboursement à l'investisseur.

(c) Inclut principalement des frais de garde, de prêt de titres, de services de fonds et de compensation de titres. Ces frais sont comptabilisés à titre de produits sur la période au cours de laquelle le service connexe est fourni.

(d) Représente les commissions perçues lorsque la Société agit en tant que courtier, en facilitant les achats et les ventes de titres et autres instruments financiers de ses clients. Les commissions de courtage sont perçues et comptabilisées en tant que produit lors de la transaction du client. La Société déclare certains coûts payés aux chambres de compensation et aux bourses de tiers, nets, en contrepartie des produits de commissions.

Gestion d'actifs, administration et commissions sont perçues principalement par CCB, CIB, CB et AWM. Se reporter à la Note 32 pour les résultats sectoriels.

Commission sur crédits hypothécaires et produits associés

Cette catégorie de produits reflète principalement les produits issus des activités de production et de gestion de Crédits Hypothécaires de CCB.

Les produits issus des activités de production comprennent les commissions et les produits issus des crédits hypothécaires constitués à des fins de vente ; l'impact des activités de gestion de risques associés à la filière du crédit hypothécaire, les prêts avec dépôts (*warehouse loan*). Les produits issus des activités de production comprennent également les gains et les pertes sur la cession de prêts hypothécaires et les ajustements à la plus faible des valeurs entre le coût d'achat et la juste valeur pour les prêts hypothécaires détenus pour la vente à l'exclusion de certains prêts rachetés assurés par des organismes gouvernementaux américains), ainsi que les variations de la juste valeur des instruments financiers mesurés selon l'option de juste valeur.

Les produits issus des crédits hypothécaires incluent les produits d'exploitation issus de la gestion des prêts hypothécaires de tiers, qui sont constatés au cours de la période au cours de laquelle le service est fourni, les variations de la juste valeur des crédits hypothécaires et l'impact des activités de gestion des risques associées à la gestion des crédits hypothécaires et les gains et les pertes sur la titrisation des services hypothécaires excédentaires. Les revenus nets des services hypothécaires comprennent également les gains et les pertes sur les ventes et le moindre du coût ou des ajustements de la juste valeur de certains prêts rachetés assurés par des agences gouvernementales américaines.

Pour de plus amples informations sur les activités de gestion des risques et les produits issus de la gestion des crédits hypothécaires, se reporter à la Note 15.

Les produits d'intérêts nets issus des prêts hypothécaires sont enregistrés dans les produits d'intérêts.

Produits des cartes bancaires

Cette catégorie de produits comprend les produits d'interchange et d'autres produits issus des cartes de crédit et de débit et les commissions nettes perçues sur le traitement des transactions effectuées par les commerçants avec les cartes de crédit, lesquels sont enregistrés quand des achats sont effectués par le titulaire de la carte et présenté net de certains coûts liés aux transactions. Les produits des cartes bancaires incluent également les commissions annuelles et les coûts directs d'attribution de crédit qui sont différés et enregistrés selon une méthode linéaire sur une période de 12 mois.

Certains produits de carte de crédit de Chase offrent au titulaire de la carte la possibilité d'accumuler des points en fonction de l'activité du compte, que le titulaire de la carte peut choisir d'échanger contre de l'argent comptant et des récompenses autres qu'en espèces. Le coût pour la Société lié à ces programmes de récompenses exclusifs varie en fonction de multiples facteurs, y compris les modalités des programmes de récompenses, l'activité des titulaires de carte, les taux d'échange de récompenses des titulaires de carte et les choix de récompenses des titulaires de carte. La Société conserve un passif au titre de ses obligations en vertu de ses programmes de récompenses et déclare le coût de la période courante comme une réduction des produits des cartes bancaires.

Contrats de partage des produits issus de cartes bancaires

La Société a conclu des contrats avec de nombreux partenaires utilisant une marque commune qui accordent à la Société des droits exclusifs d'émettre des produits de cartes de crédit sous marque commune et de les commercialiser auprès des clients de ces partenaires. Ces partenaires adhèrent aux programmes de cartes bancaires sous marque commune et fournissent leurs listes de clients à la Société. Les partenaires peuvent également mener des activités marketing et fournir des récompenses échangeables contre leurs propres programmes de fidélisation que la Société accordera aux titulaires de cartes de crédit sous marque commune en fonction de l'activité du compte. Les durées de ces contrats varient généralement de cinq à dix ans.

La Société effectue habituellement des paiements aux partenaires de cartes de crédit sous marque commune en fonction du coût des activités de marketing des partenaires et des récompenses du programme de fidélisation offertes aux titulaires de cartes de crédit, des nouveaux comptes et du volume des ventes. Les paiements versés aux partenaires en fonction des efforts de marketing entrepris par les partenaires sont passés en charges par la Société au fur et à mesure qu'ils sont engagés et comptabilisés à titre de charges marketing. Les paiements pour les récompenses des partenaires sont déclarés comme une réduction des produits des cartes bancaires lorsqu'ils sont engagés. Les paiements aux partenaires fondés sur les nouveaux comptes de cartes de crédit sont comptabilisés à titre de coûts directs de montage de prêts et sont reportés et constatés à titre de réduction des produits des cartes bancaires selon une méthode linéaire sur une période de 12 mois. Les paiements aux partenaires en fonction du volume des ventes sont déclarés comme une réduction des produits des cartes bancaires lorsque les produits d'interchange connexes sont perçus.

Le tableau suivant présente les composantes des produits des cartes bancaires :

Exercice clos au 31 décembre (en millions)	2019	2018	2017
Frais d'interchange et du marchand	\$ 20 370	18 808	17 080
Coûts des récompenses et des paiements aux partenaires	(14 312)	(13 074) ^(b)	(10 820)
Autres produits issus des cartes bancaires ^(a)	(754)	(745)	(1 827)
Total produits issus des cartes bancaires	\$ 5 304	\$ 4 989	\$ 4 433

(a) Représentent principalement les frais annuels et le coût de création de nouveaux comptes, qui sont reportés et constatés selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de 12 mois.

(b) Inclut un ajustement d'environ 330 M\$ au passif au titre des récompenses liées aux cartes de crédit, comptabilisé au deuxième trimestre de 2018.

Les revenus tirés des cartes de crédit proviennent principalement de la BCC et de CB. Se reporter à la Note 32 pour les résultats sectoriels.

Pour des informations sur les produits de location-exploitation inclus dans les autres produits, se reporter à la Note 18.

Charges hors intérêts

Autres charges

Les autres charges du compte de résultat consolidé de la Société sont les suivantes :

Exercice clos au 31 décembre (en millions)	2019	2018	2017
Frais juridiques/(avantage)	\$ 239	\$ 72	\$(35)
Charges liées à FDIC	457	1 239	1 492

Note 7 – Produits d'intérêts et charges d'intérêts

Les produits d'intérêts et les charges d'intérêts sont comptabilisés dans le compte de résultat consolidé et classés selon la nature de l'actif ou du passif sous-jacent.

Le tableau suivant présente les composantes des produits d'intérêts et des charges d'intérêts :

Exercice clos au 31 décembre (en millions)	2019	2018	2017
Produits d'intérêts			
Prêts ^(a)	\$ 50 375	47 620	41 008
Titres imposables	7 962	5 653	5 534
Titres non imposables ^(b)	1 329	1 595	1 847
Total titres ^(a)	9 291	7 248	7 382
Actifs de transaction	10 800	8 703	7 610
Fonds fédéraux cédés et titres acquis dans le cadre de contrats de revente	6 146	3 819	2 327
Titres empruntés ^(c)	1 574	913	94
Dépôts bancaires	3 887	5 907	4 238
Tous autres actifs portant intérêt ^{(c)(d)}	1 967	1 890	1 312
Total produits d'intérêts^(c)	\$ 84 040	76 100	63 971
Charges d'intérêts			
Dépôts portant intérêt	\$ 8 957	5 973	2 857
Fonds fédéraux acquis et titres prêtés ou cédés dans le cadre de contrat de rachat	4 630	3 066	1 611
Emprunts à court terme ^(e)	1 248	1 144	481
Passifs de transaction – dette et tous autres passifs portant intérêt ^{(c)(f)}	2 585	2 387	1 669
Dettes à long terme	8 807	7 978	6 753
Intérêts bénéficiaires émis par des entités à intérêts variables consolidées (VIE)	568	493	503
Total des charges d'intérêts^(c)	\$ 26 795	\$ 21 041	\$ 13 874
Produits d'intérêts nets	\$ 57 245	\$ 55 059	\$ 50 097
Provision pour pertes sur crédit	5 585	4 871	5 290
Produits d'intérêts nets après provision pour pertes de crédit	\$ 51 660	\$ 50 188	\$ 44 807

(a) Comprend amortissement/augmentation des revenus non gagnés (primes d'achat, escomptes, frais/charges reportés nets, etc.)

(b) Représente les titres qui sont exonérés d'impôt aux fins de l'impôt sur le revenu fédéral américain.

(c) Au deuxième trimestre 2019, la Société a mis en œuvre certains changements de présentation qui ont eu un impact sur les revenus et les charges d'intérêts, mais qui n'ont pas eu d'effet sur les revenus d'intérêts nets. Ces changements ont été apportés pour aligner le traitement comptable entre le bilan et les produits ou les charges d'intérêts correspondants, principalement en compensant les produits et les charges d'intérêts pour certaines créances et dettes de clients détenues à des fins de placement liées au courtage principal qui sont actuellement présentées comme un compte sur marge unique dans le bilan. Ces changements ont été appliqués rétrospectivement et, en conséquence, les montants de la période précédente ont été révisés pour se conformer à la présentation actuelle.

(d) Comprend les intérêts gagnés sur les créances clients détenues à des fins d'investissement liées au courtage principal, qui sont classés dans les intérêts courus et les comptes débiteurs, et tous les autres actifs productifs d'intérêts, qui sont classés dans les autres actifs au bilan consolidé.

(e) Comprend les effets de commerce.

(f) Les autres passifs portant intérêt comprennent les charges d'intérêts sur les dettes clients liées au courtage principal.

Les produits et les charges d'intérêts comprennent les intérêts courus sur la période considérée pour les instruments financiers évalués à la juste valeur, à l'exception des dérivés et des instruments financiers contenant des dérivés incorporés qui seraient comptabilisés séparément conformément aux GAAP-USA, en l'absence du choix de l'option de la juste valeur ; pour ces instruments, toutes les variations de la juste valeur, y compris les éléments d'intérêt, sont présentées dans les produits des transactions principales. Pour les instruments financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur, les intérêts correspondants sont inclus dans les produits d'intérêts ou les charges d'intérêts, selon le cas. Se reporter aux notes 12, 10, 11 et 20 pour de plus amples informations sur la comptabilisation des produits et charges d'intérêts liés aux prêts, titres de placement, activités de financement de titres (c.-à-d. les titres achetés ou vendus dans le cadre de conventions de revente ou de rachat, les titres empruntés et les titres prêtés) et à la dette à long terme, respectivement.

VII. – Rapport du cabinet d'expertise comptable indépendant

Au Conseil d'administration et aux actionnaires de JPMorgan Chase & Co. :

Opinion sur les états financiers et le contrôle interne du reporting financier

Nous avons vérifié les bilans consolidés ci-joints de JPMorgan Chase & Co. et de ses filiales (la « Société ») aux 31 décembre 2019 et 2018, ainsi que les comptes de résultat consolidés, le résultat global, les variations des capitaux propres et les flux de trésorerie pour chacun des trois exercices de la période de trois ans qui s'est achevée le 31 décembre 2019, y compris les notes y afférentes (collectivement appelés les « états financiers consolidés »). Nous avons également vérifié le contrôle interne du reporting financier de la Société au 31 décembre 2019, sur la base des critères fixés par le COSO, le comité des sponsors (*Committee of Sponsoring Organizations*) de la Commission Treadway dans son « Cadre intégré 2013 du Contrôle interne ».

A notre avis, les états financiers consolidés mentionnés ci-dessus donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société aux 31 décembre 2019 et 2018, ainsi que des résultats de leurs activités et de leurs flux financiers pour chacun des trois exercices compris dans la période achevée le 31 décembre 2019, conformément aux principes comptables généralement admis aux Etats-Unis. Egalement à notre avis, la Société a maintenu, à tous les égards importants, un contrôle interne efficace à l'égard du reporting financier au 31 décembre 2019, sur la base des critères établis dans le « Cadre intégré 2013 du Contrôle interne » publiés par le COSO.

Base de l'opinion

La direction de la Société est responsable de l'établissement de ces états financiers consolidés, du maintien d'un contrôle interne efficace sur le reporting financier et de l'évaluation de l'efficacité de ce contrôle interne du reporting financier qui figure dans le rapport connexe de la direction sur le contrôle interne du reporting financier. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés de la Société et sur le contrôle interne du reporting financier en nous fondant sur nos audits. Nous sommes un cabinet d'experts-comptables inscrit auprès du Public Company Accounting Oversight Board (Etats-Unis) (le « PCAOB ») et nous sommes tenus d'être indépendants vis-à-vis de la Société conformément aux lois fédérales américaines sur les valeurs mobilières et aux règles et règlements applicables de la Securities and Exchange Commission et du PCAOB.

Nous avons mené nos audits conformément aux normes du PCAOB. Ces normes exigent que nous planifions et réalisons nos audits de manière à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent aucune anomalie significative, qu'elle résulte d'erreurs ou de fraudes, et que le reporting financier a fait l'objet d'un contrôle interne efficace sur tous les points importants.

Nos audits des états financiers consolidés ont inclus la mise en œuvre de procédures visant à évaluer le risque que les états financiers consolidés contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent d'erreurs ou de fraudes, et la mise en œuvre de procédures permettant de répondre à ces risques. Ces procédures comportaient l'examen par sondages des justificatifs des montants et des informations contenus dans les états financiers consolidés. Nos audits comprenaient également l'évaluation des principes comptables appliqués ainsi que des principales évaluations formulées par la direction, ainsi que l'évaluation de la présentation globale des états financiers consolidés. Notre audit du contrôle interne du reporting financier a inclus l'obtention d'explications sur ce contrôle interne du reporting financier, l'évaluation du risque d'une défaillance importante et l'évaluation de la conception et de l'efficacité opérationnelle du contrôle interne sur la base du risque évalué. Nos audits ont également compris l'application d'autres procédures que nous avons jugées nécessaires compte tenu des circonstances. Nous estimons que nos audits constituent une base raisonnable à notre opinion.

Définition et limites du contrôle interne du reporting financier

Le contrôle interne du reporting financier d'une société est un processus conçu pour fournir une assurance raisonnable de la fiabilité du reporting financier et de l'établissement des états financiers à des fins externes conformément aux principes comptables généralement admis. Le contrôle interne exercé par une société sur le reporting financier comprend les politiques et les procédures qui (i) concernent la tenue de documents reflétant fidèlement, avec exactitude et de manière raisonnablement détaillée, les transactions et les cessions d'actifs de la Société ; (ii) apportent une garantie raisonnable que les transactions sont comptabilisées de manière à permettre l'établissement des états financiers en accord avec les principes comptables généralement admis et que les recettes et dépenses de la Société sont effectuées uniquement avec les autorisations de la direction et des administrateurs de la société et (iii) apportent une garantie raisonnable concernant la prévention ou la détection à temps d'une acquisition, utilisation ou cession non autorisées d'actifs de la Société pouvant avoir une incidence matérielle sur les états financiers.

En raison des limites inhérentes au contrôle interne du reporting financier, il peut ne pas empêcher ou détecter les déclarations inexactes. De plus, les projections de l'évaluation de l'efficacité dans le futur sont confrontées au risque que les contrôles puissent s'avérer inappropriés du fait du changement des conditions ou que le niveau de conformité aux politiques ou aux procédures puisse avoir diminué.

Questions critiques de l'audit

Les questions de l'audit communiquées ci-dessous sont des questions découlant de l'audit des états financiers consolidés de la période en cours qui ont été communiquées ou qui doivent être communiquées au comité d'audit et qui (i) concernent des comptes ou des informations qui sont importants pour les états financiers consolidés et (ii) impliquent nos jugements particulièrement difficiles, subjectifs ou complexes. La communication des questions critiques de l'audit ne modifie en rien notre opinion sur les états financiers consolidés, pris dans leur ensemble, et nous ne fournissons pas, en communiquant les questions critiques de l'audit ci-dessous, d'opinions séparées sur les questions critiques de l'audit ou sur les comptes ou informations auxquels elles se rapportent.

Juste valeur de certains instruments financiers de niveau 3

Comme décrit dans les notes 2 et 3 des états financiers consolidés, la Société comptabilise de manière récurrente 802,8 milliards de dollars de son actif et 233,8 milliards de dollars de son passif à la juste valeur. Ces soldes comprennent 8,1 milliards de dollars d'actifs détenus à des fins de transaction et 37,7 milliards de dollars de passifs évalués à leur juste valeur sur une base récurrente, collectivement des instruments financiers, qui sont classés au niveau 3 car ils contiennent une ou plusieurs données d'évaluation non observables et importantes pour leur évaluation à la juste valeur. La Société a utilisé des modèles d'évaluation développés en interne et des données non observables pour estimer la juste valeur des instruments financiers de niveau 3. Les données non observables utilisées par la direction pour estimer la juste valeur de certains de ces instruments financiers comprennent la volatilité liée aux taux d'intérêt et la corrélation liée aux taux d'intérêt, aux cours des actions et aux taux de change.

Les principales considérations qui nous ont permis de déterminer que la mise en œuvre de procédures relatives à la juste valeur de certains instruments financiers de niveau 3 est une question critique de l'audit sont les suivantes : (i) la direction a fait preuve d'un jugement et d'une estimation importants dans la détermination des données pour estimer la juste valeur, ce qui a conduit à un degré élevé de jugement, de subjectivité et d'effort de la part de l'auditeur dans la mise en œuvre des procédures relatives à la juste valeur de ces instruments financiers, et (ii) l'effort d'audit a impliqué des professionnels ayant des compétences et des connaissances spécialisées pour aider à évaluer les éléments probants obtenus à partir de ces procédures.

Pour ce faire, nous avons mis en œuvre des procédures et évalué les éléments probants en vue de former notre opinion globale sur les états financiers consolidés. Ces procédures ont consisté à vérifier l'efficacité des contrôles relatifs aux processus de détermination de la juste valeur de la Société, qui comprennent des contrôles sur les modèles, les données et les informations. Ces procédures comprennent également, entre autres, l'intervention de professionnels ayant des compétences et des connaissances spécialisées pour aider à l'élaboration d'une estimation indépendante de la juste valeur pour un échantillon de ces instruments financiers. L'élaboration de l'estimation indépendante a consisté à tester l'exhaustivité et l'exactitude des données fournies par la direction, à élaborer des données indépendantes et, le cas échéant, à évaluer et à utiliser les données non observables susmentionnées de la direction ; et à comparer l'estimation de la direction à l'estimation de la juste valeur élaborée de manière indépendante.

Juste valeur des actifs liés aux droits de gestion des crédits hypothécaires

Comme décrit dans la note 15 des états financiers consolidés, la Société a choisi de comptabiliser les actifs liés aux droits de gestion des crédits hypothécaires de la Société à leur juste valeur, avec des soldes de 4,7 milliards de dollars au 31 décembre 2019. La direction estime la juste valeur des droits de gestion des crédits hypothécaires en utilisant un modèle d'écart ajusté en fonction des options, qui projette les flux de trésorerie sur plusieurs scénarios de taux d'intérêt en conjonction avec le modèle de remboursement anticipé de la Société, puis actualise ces flux de trésorerie à des taux ajustés en fonction des risques. Les principales hypothèses économiques utilisées pour déterminer la juste valeur des droits de gestion des crédits hypothécaires sont les vitesses de remboursement anticipé et l'écart ajusté en fonction des options.

Les principales considérations qui nous ont permis de déterminer que la mise en œuvre de procédures relatives à la juste valeur des actifs liés aux droits de gestion des crédits hypothécaires est une question d'audit essentielle sont les suivantes : (i) la direction a fait preuve d'un jugement et d'une estimation importants dans la détermination de la juste valeur des droits de gestion des crédits hypothécaires, ce qui a conduit à un degré élevé d'audit ou de jugement, de subjectivité et d'effort dans la mise en œuvre des procédures et l'évaluation des éléments probants obtenus en rapport avec les hypothèses relatives à la vitesse de remboursement anticipé et à l'écart ajusté en fonction des options, et (ii) l'effort d'audit a impliqué des professionnels ayant des compétences et des connaissances spécialisées pour aider à évaluer les éléments probants obtenus à partir de ces procédures.

Pour ce faire, nous avons mis en œuvre des procédures et évalué les éléments probants en vue de former notre opinion globale sur les états financiers consolidés. Ces procédures ont consisté à vérifier l'efficacité des contrôles relatifs à l'évaluation des droits de gestion des crédits hypothécaires, y compris les contrôles sur les modèles, les hypothèses et les données de la Société. Ces procédures comprenaient également, entre autres, l'intervention de professionnels ayant des compétences et des connaissances spécialisées pour aider à tester le processus de gestion, y compris le test et l'évaluation du caractère raisonnable des hypothèses de vitesse de remboursement anticipé et d'écart ajusté en fonction des options utilisées dans le modèle.

Provision pour pertes sur prêts - Portefeuilles de prêts aux entreprises, de prêts liés aux cartes de crédit et de prêts à la consommation

Comme le décrit la note 13 des états financiers consolidés, la provision pour pertes sur prêts de la Société représente l'estimation par la direction des pertes probables sur prêts inhérentes aux portefeuilles de prêts conservés de la Société, qui se composent principalement prêts aux entreprises, de prêts liés aux cartes de crédit et de prêts à la consommation. Au 31 décembre 2019, la provision pour pertes sur prêts s'élevait à 13,1 milliards de dollars sur un total de 945,6 milliards de dollars de prêts conservés. La provision pour pertes sur prêts de la Société est déterminée pour chacun des portefeuilles de prêts conservés en utilisant une estimation statistique des pertes sur crédit. Ces estimations statistiques des pertes sur crédit sont calculées à l'aide de facteurs statistiques de pertes sur crédit, en particulier la probabilité de défaut et la gravité des pertes pour les prêts liés aux cartes de crédit et à la consommation et la probabilité de défaut et de perte en cas de défaut pour les prêts aux entreprises. La direction applique ensuite son jugement pour ajuster ces estimations statistiques de pertes afin de prendre en considération l'imprécision du modèle, les facteurs externes et les événements économiques qui se sont produits mais ne sont pas encore reflétés dans les facteurs de pertes.

Les principales considérations qui nous ont permis de déterminer que la mise en œuvre des procédures relatives à la provision pour pertes sur prêts pour les portefeuilles de prêts aux entreprises, de prêts liés aux cartes de crédit et de prêts à la consommation est une question critique de l'audit sont les suivantes : (i) la direction a fait preuve d'un jugement et d'une estimation importants pour déterminer les techniques de modélisation utilisées dans ses estimations statistiques des pertes sur prêts, ce qui a conduit à un degré élevé de jugement, de subjectivité et d'effort de la part des auditeurs dans la mise en œuvre des procédures et l'évaluation des éléments probants obtenus concernant les estimations statistiques des pertes sur crédit et la pertinence des ajustements des estimations statistiques des pertes, et (ii) l'effort d'audit a impliqué des professionnels ayant des compétences et des connaissances spécialisées pour aider à évaluer les éléments probants.

Pour ce faire, nous avons mis en œuvre des procédures et évalué les éléments probants en vue de former notre opinion globale sur les états financiers consolidés. Ces procédures ont consisté à vérifier l'efficacité des contrôles relatifs aux processus d'estimation des provisions pour pertes sur prêts de la Société. Ces procédures comprenaient également, entre autres, des tests du processus d'estimation de la provision pour pertes sur prêts de la direction, qui comprenaient l'évaluation de la pertinence des modèles et des méthodes utilisées dans les estimations statistiques des pertes sur prêts pour les portefeuilles de prêt aux entreprises, de prêts liés aux cartes de crédit et de prêts à la consommation ; des tests de l'exhaustivité et de l'exactitude des données ; et l'évaluation du caractère raisonnable des hypothèses et des jugements utilisés dans l'estimation statistique des pertes sur prêts et les ajustements des estimations statistiques des pertes sur crédit. Il s'agissait notamment, le cas échéant, d'évaluer le caractère raisonnable des probabilités de défaut, de la gravité des pertes et des pertes en cas de défaut. L'évaluation de

l'ajustement par la direction de l'estimation statistique des pertes sur crédit a inclus l'évaluation du caractère raisonnable des impacts de l'imprécision du mode de fonctionnement et des facteurs externes et des événements économiques qui se sont produits mais qui ne sont pas encore reflétés dans l'estimation statistique des pertes sur crédit. Les procédures comprenaient l'intervention de professionnels ayant des compétences et des connaissances spécialisées pour aider à évaluer la pertinence de certains modèles, méthodologies et données dans les estimations statistiques des pertes sur crédit.

PricewaterhouseCoopers LLP

Le 25 février 2020

Nous sommes les auditeurs de la société depuis 1965.

VII. – Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège de la succursale : 14, place de Vendôme 75001 Paris.